

Qui sommes-nous ?

● Le Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière (COI) a été constitué lors de la Conférence mondiale de Mumbai (Inde) les 19, 20 et 21 novembre 2016 rassemblant des délégués de 28 pays.

● Le COI a été constitué sur la base du Manifeste de Mumbai contre la guerre, l'exploitation et le travail précaire, manifeste qui a reçu l'adhésion de militants ouvriers et de responsables d'organisations politiques et syndicales de 46 pays (*)

● Son comité de suivi est composé de militants ouvriers de toutes tendances :

Innocent Assogba (Bénin)

Alan Benjamin (États-Unis)

Colia Clark (États-Unis)

Constantin Cretan (Roumanie)

Berthony Dupont (Haïti)

Ney Ferreira (Brésil)

Daniel Gluckstein (France)

Rubina Jamil (Pakistan)

Apo Leung (Chine)

M.A. Patil (Inde)

Mandlenkosi Phangwa (Azanie)

Sergio Pineda (Mexique)

Klaus Schüller (Allemagne)

Jung Sikhwia (Corée)

John Sweeney (Grande-Bretagne)

Mark Vassilev (Russie)

Nambiath Vasudevan (Inde)

(*) Afghanistan, Azanie, Allemagne, Argentine, Autriche, Bangladesh, Belgique, Bénin, Biélorussie, Brésil, Burundi, Canada, Chili, Chine, Corée, Côte d'Ivoire, Équateur, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Grèce, Haïti, Hongrie, Inde, Irlande, Islande, Italie, Mali, Mexique, Pakistan, Pérou, Philippines, Portugal, République tchèque, Roumanie, Russie, Rwanda, Sénégal, Suède, Suisse, Togo, Tunisie, Turquie, Ukraine, Venezuela, Zimbabwe.

Enquête organisée sous la responsabilité du COI dans le cadre de la préparation de la seconde conférence internationale contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière, qui se tiendra en 2021..

Rapport n° 2
CANADA

Auteur : des militants canadiens qui participent aux campagnes du COI

Date : 12 octobre 2020

« 107 milliards de dollars pour les banques et les patrons, votés à l'unanimité par le Parlement »

Quels sont les effets de la pandémie ?

On dénombre 9 636 morts du Covid-19. Mi-juin, les travailleurs de la santé infectés représentaient 25 % des cas déclarés depuis le début de la pandémie. Les personnels hospitaliers se plaignent notamment du manque de masques et autres matériels de protection. Au Canada, État fédéral, le secteur de la santé dépend des gouvernements provinciaux, qui se limitent à imposer des mesures telles que le port du masque et le respect de la distanciation physique. Aucun gouvernement provincial n'a mis en place un plan de dépistage systématique, d'aménagement de sites d'accueil des personnes contaminées, de recrutement massif de médecins et d'infirmiers, etc.

La pandémie a été utilisée par les capitalistes pour accélérer les plans de licenciements et de restructuration. Et au Canada ?

Les 24 et 25 mars, le Parlement fédéral canadien a adopté le plan de 107 milliards de dollars canadiens (69 milliards d'euros) pour lutter contre les effets de la pandémie de Covid-19 sur l'économie, proposé par le gouvernement libéral de Justin Trudeau. Un milliard sur 107 est destiné aux 37 millions de citoyens canadiens... soit l'équivalent de 27 dollars canadiens (17 euros) par habitant. Le reste consiste en aides aux grandes entreprises et aux banques. Ce plan a été adopté à l'unanimité par le Parlement fédéral, y compris par les députés du New Democratic Party, le seul parti parlementaire canadien issu du mouvement ouvrier*.

Or ces milliards de dollars que les patrons ont empochés sous le prétexte de « protéger les emplois » n'ont pas empêché les licenciements : on compte déjà plus de 3 millions de

postes supprimés.

Comment ont réagi les travailleurs à ces attaques ? Et les directions du mouvement ouvrier canadien ?

Malgré le soutien aux plans du gouvernement qu'ont apporté les directions du mouvement syndical et du New Democratic Party, les travailleurs et leurs familles ont cherché à se mobiliser pour se défendre. À titre d'exemples, à la veille de la rentrée scolaire de septembre, une pétition a recueilli plus de 157 000 signatures en quelques jours dans l'État d'Ontario, pour revendiquer des effectifs réduits dans les classes des écoles, alors que le gouvernement provincial voulait « entasser 30 élèves dans des classes mal ventilées et où la distanciation physique est difficile, voire impossible ». En août, on a également vu les dockers du port de Montréal (province de Québec), regroupés dans leur syndicat affilié au Syndicat canadien de la fonction publique, décréter à plus de 90 % une grève illimitée, autour des revendications portant notamment sur la question des horaires de travail devant être intégrés dans la nouvelle convention collective. Au bout de treize jours de grève, patronat et syndicat ont conclu un accord, et le travail a repris le dimanche 23 août. Enfin, face au nombre très élevé de contaminations dans les foyers de soins de longue durée privés en Ontario, le Syndicat canadien de la fonction publique, Unifor ainsi que SEIU Healthcare (Union internationale des employés des services de santé), revendentiquent la reprise en main de ces sociétés privées par le gouvernement provincial.

* Le New Democratic Party du Canada a été fondé en 1961 en particulier à l'initiative du mouvement syndical.